

DECISION N°2016-0536/ARCOP/ORAD

sur recours de Etablissement Ouédraogo Apollinaire et Frères (EOAF) contre les résultats provisoires de la demande de prix n°2016-088/MENA/SG/DMP du 14 juillet 2016 pour l'acquisition de kits pour les meilleurs apprenants sortant des CEBNEF au profit de la DGENF.

**L'ORGANE DE REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS
STATUANT EN MATIERE DE LITIGE :**

- Vu** le décret n°2014-554/PRES/PM du 27 juin 2014 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;
- Vu** le décret n°2008-173/PRES/PM/MEF du 16 avril 2008 portant réglementation générale des marchés publics et des délégations de service public et ensemble ses modificatifs ;
- Vu** le décret n°2008-374/PRES/PM/MEF du 23 juillet 2008 portant réglementation de la maîtrise d'ouvrage publique déléguée ;
- Sur** recours par lettre en date du 05 octobre 2016 de l'Etablissement Ouédraogo Apollinaire et Frères (EOAF) contre les résultats provisoires de la demande de prix ci-dessus citée ;

présidé par Monsieur Serge Louis Marie P. TOE, membre de l'Organe de règlement amiable des différends (ORAD) ;

en présence de :

- Monsieur Soumaïla BARRO, membre de l'ORAD ;
- Monsieur Nestor TIENDREBEOGO, membre de l'ORAD ;
- Messieurs Modeste YAMEOGO, Moïse BAKORBA et B. Adama OUEDRAOGO, assurant le secrétariat de l'ORAD ;

et en présence des représentants des parties :

- au titre du requérant, Monsieur Apollinaire OUEDRAOGO, Directeur de E.O.A.F ;
- au titre de l'autorité contractante, Messieurs Rasmané DIANDA et Soulemane KOARA, agents de la Direction des Marchés Publics du MENA ;
- l'attributaire provisoire, ETS KABRE LASSANE (E.K.L.), régulièrement convoqué ne s'étant pas présenté ;

après avoir délibéré conformément à la réglementation ;

rend la présente décision fondée sur la régularité du recours, les faits et moyens exposés ci-après ;

EN LA FORME :

sur la compétence,

considérant que la demande de prix sus visée reste soumise aux dispositions du décret n°2008-173/PRES/PM/MEF du 16 avril 2008 portant réglementation générale des marchés publics et des délégations de service public et ses modificatifs n°2012-123/PRES/PM/MEF du 02 mars 2012 et n°2013-1148/PRES/PM/MEF du 12 décembre 2013 ;

considérant qu'aux termes de l'article 28 du décret n°2014-554 ci-dessus visé, l'ORAD est compétent en matière de litige dans la phase de passation de la commande publique ;

considérant que le recours concerne la contestation des résultats provisoires de la demande de prix n°2016-088/MENA/SG/DMP du 14 juillet 2016 pour l'acquisition de kits pour les meilleurs apprenants sortant des CEBNEF au profit de la DGENF.

qu'il y a lieu de dire que l'ORAD est compétent pour en connaître ;

sur la recevabilité,

considérant qu'aux termes de l'article 30 du décret n°2014-554 ci-dessus visé, « Tout candidat ou soumissionnaire s'estimant injustement évincé des procédures de passation de la commande publique, doit, avant de saisir l'ORAD, exercer un recours auprès de l'autorité contractante.

Ce recours est une demande écrite indiquant les références de la procédure de passation et exposant les motifs de sa réclamation. Il est adressé à l'autorité contractante avec accusé de réception ou déposé contre récépissé. Il doit invoquer une violation caractérisée des textes en la matière. Il doit être exercé dans un délai de trois (03) jours ouvrables à compter de la publication de l'avis d'attribution dans la revue de la commande publique, de la communication de la lettre d'invitation ou du dossier de demande de propositions.

L'autorité contractante est tenue de répondre à cette réclamation dans un délai de trois (03) jours ouvrables au-delà duquel le défaut de réponse sera constitutif d'un rejet implicite du recours.

En cas de rejet implicite, le requérant dispose de deux (02) jours ouvrables pour saisir l'ORAD. En cas de notification d'une réponse de rejet, il dispose de cinq (05) jours ouvrables pour saisir l'ORAD. » ;

considérant que les résultats provisoires de la demande de prix ci-dessus citée ont été publiés dans le quotidien des marchés publics n°1890 du 29 septembre 2016, et que le délai de recours préalable auprès de l'autorité contractante courait jusqu'au 04 octobre 2016 ; que E.O.A.Fa saisi l'autorité contractante par deux (02) demandes d'éclaircissement en dates des 30 septembre et 04 octobre 2016;

considérant cependant qu'en fait de recours préalable contestant les résultats provisoires, le requérant a plutôt mentionné en objet « Demande d'éclaircissement » dans les deux correspondances ; qu'en plus, l'analyse du contenu des courriers achèvent de convaincre que le requérant n'entendait pas remettre en cause les résultats, mais voulait seulement obtenir des explications sur le motif de rejet de son offre ; qu'il s'en suit qu'il n'a pas exercé de recours préalable conformément aux textes en vigueur ;

que, dès lors, il convient de déclarer sa plainte irrecevable pour défaut de recours préalable ;

par ces motifs ;

DECIDE :

-qu'il est compétent ;

-que le recours de E.O.A.F est irrecevable pour défaut de recours préalable ;

-que la demande de prix sus visée reste soumise aux dispositions du décret n°2014-554/PRES/PM du 27 juin 2014 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;

-que le Secrétaire permanent de l'Autorité de régulation de la commande publique est chargé de notifier aux parties et à la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers la présente décision qui sera publiée partout où besoin sera.

Ouagadougou, 13 Octobre 2016

Le Président de séance

Serge Louis Marie P. TOE